

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2021/31307]

29 AVRIL 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} avril 2021 portant exécution de l'article 47/15bis du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, article 47/15bis, § 1^{er}, alinéa 2 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} avril 2021 portant exécution de l'article 47/15bis du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé ;

Vu le rapport du 27 avril 2021 établi conformément à l'article 4, 2^o, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 28 avril 2021 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 avril 2021 ;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er} ;

Vu l'urgence ;

Considérant l'arrêté ministériel du 13 mars 2020 portant le déclenchement de la phase fédérale concernant la coordination et la gestion de la crise coronavirus COVID-19 ;

Considérant les décisions du Comité de concertation, notamment celles du 22 janvier 2021, du 10 mars 2021 et du 23 avril 2021 ;

Considérant que l'article 47/15bis du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé prévoit qu'il revient au Gouvernement de fixer les catégories de personnes qui sont susceptibles d'être vecteur de la transmission de la COVID-19 et qui sont en conséquence tenues de se placer immédiatement en isolement ou quarantaine et de procéder à un dépistage, selon les modalités définies par les recommandations et décisions des instances fédérales et interfédérales. Il lui revient également de fixer les exemptions à ces obligations. Le Gouvernement exerce cette compétence sur la base des recommandations et décisions des instances fédérales et interfédérales ;

Considérant qu'en exécution de cette disposition, le Gouvernement a adopté un arrêté du Gouvernement du 6 novembre 2020, remplacé par un nouvel arrêté du Gouvernement en date du 1^{er} avril 2021 ;

Considérant que lors de sa séance du 5 février 2021, le Comité de concertation a, en effet, décidé que les entités fédérées devaient transposer dans leur réglementation, pour le 1^{er} avril 2021 au plus tard, la liste harmonisée des exceptions aux obligations de quarantaine et de prélèvement dressée par le groupe de travail interfédéral chargé, par une décision du Comité de concertation du 22 janvier 2021, de veiller à harmoniser les réglementations fédérales et fédérées en la matière. Cette liste harmonisée a été approuvée lors du Comité de concertation du 10 mars 2021. Le Risk Management Group a rendu un avis favorable sur cette liste le 4 mars 2021 ;

Considérant qu'en raison de l'émergence et de la dangerosité du nouveau variant indien B.1.617, le Comité de concertation a décidé le 23 avril 2021 de prendre des mesures afin de lutter au maximum contre l'importation du variant indien, notamment en ajoutant l'Inde aux pays pour lesquels il n'y a pas d'exception aux tests et à la quarantaine lorsqu'un non-résident de la Belgique séjourne moins de 48 heures en Belgique ou lorsqu'un résident de la Belgique a séjourné moins de 48 heures en zone à haut risque pays (actuellement l'Amérique du Sud, l'Afrique du Sud et le Royaume-Uni) ;

Vu l'urgence motivée par le contexte de crise sanitaire et l'importance vitale pour la santé publique et pour éviter une résurgence de la pandémie liée au COVID-19, que les mesures nécessaires en matière de quarantaine et de dépistage puissent être prises concernant notamment les personnes revenant de certaines zones situées à l'étranger ;

Considérant les concertations entre les Gouvernements des entités fédérées et les autorités fédérales compétentes au sein du Conseil national de sécurité, du Comité de concertation et au sein de la Conférence interministérielle Santé publique ;

Considérant l'article 191 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne qui consacre le principe de précaution dans le cadre de la gestion d'une crise sanitaire internationale et de la préparation active à la potentialité de ces crises ; que ce principe implique que lorsqu'un risque grave présente une forte probabilité de se réaliser, il revient aux autorités publiques d'adopter des mesures urgentes et provisoires ;

Considérant la déclaration de l'OMS sur les caractéristiques du coronavirus COVID-19, en particulier sur sa forte contagiosité et son risque de mortalité ;

Considérant la qualification par l'OMS du coronavirus COVID-19 comme une pandémie en date du 11 mars 2020 ;

Considérant que, en date du 16 mars 2020, l'OMS a relevé à son degré maximum le niveau de la menace liée au coronavirus COVID-19 qui déstabilise l'économie mondiale et se propage rapidement à travers le monde ;

Considérant la propagation du coronavirus COVID-19 sur le territoire européen et en Belgique ;

Considérant l'urgence et le risque sanitaire que présente le coronavirus COVID-19 pour la population belge ;

Considérant qu'il est nécessaire, afin de ralentir et limiter la propagation du virus, d'ordonner immédiatement les mesures préconisées qui s'avèrent indispensables sur le plan de la santé publique ;

Considérant que la COVID-19 continue à circuler sur le territoire européen et belge ;

Considérant que le danger s'étend au territoire de l'ensemble du pays ; qu'il est dans l'intérêt général qu'il existe une cohérence dans la prise des mesures pour maintenir l'ordre public, afin de maximiser leur efficacité ;

Considérant, dès lors, que les conséquences directes ou indirectes de la crise nécessitent une gestion et une réponse rapide au niveau régional, et ce, dans toute la mesure du possible en concordance avec les mesures prises au sein des différentes entités fédérées compétentes, via les mesures décidées au sein des organes de concertation interfédérales ;

Considérant que si une évolution favorable a permis de limiter les restrictions générales imposées à la population, certaines d'entre-elles demeurent et la COVID-19 constitue toujours un risque sanitaire majeur, présentant un caractère exceptionnel et inédit ;

Considérant qu'il est d'une importance vitale pour la santé publique de limiter la propagation du variant indien en limitant de toute urgence les exceptions à l'obligation de quarantaine et de dépistage pour les personnes revenant d'Inde, à l'instar de ce qui est prévu pour les certains pays où la présence de variants dangereux et contagieux ont été détectés ;

Considérant l'importance de prévoir des règles claires et harmonisées pour l'ensemble de la Belgique lors de ces retours de l'étranger ;

Considérant que l'urgence est justifiée ;

Sur proposition de la Ministre de la Santé et de l'Action sociale ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 2, paragraphes 5 et 6, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} avril 2021 portant exécution de l'article 47/15bis du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, les mots « à l'exclusion de l'Afrique du Sud, des pays d'Amérique du Sud et du Royaume-Uni » sont à chaque fois remplacés par les mots « à l'exclusion de l'Afrique du Sud, des pays d'Amérique du Sud, du Royaume-Uni et de l'Inde ».

Art. 2. Dans l'article 3, paragraphe 3, 10^o et 11^o, du même arrêté, les mots « à l'exclusion de l'Afrique du Sud, des pays d'Amérique du Sud et du Royaume-Uni » sont à chaque fois remplacés par les mots « à l'exclusion de l'Afrique du Sud, des pays d'Amérique du Sud, du Royaume-Uni et de l'Inde ».

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 29 avril 2021.

Art. 4. Le Ministre qui a la santé et l'action sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 29 avril 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre Président,

E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Egalité des chances
et des Droits des Femmes,

Ch. MORREALE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2021/31307]

29 APRIL 2021. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 1 april 2021 tot uitvoering van artikel 47/15bis van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, artikel 47/15bis, § 1, tweede lid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 1 april 2021 tot uitvoering van artikel 47/15bis van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid

Gelet op het verslag van 27 april 2021, opgesteld overeenkomstig artikel 4, 2^o, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen, voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 28 april 2021;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 29 april 2021;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, artikel 3, § 1, eerste lid;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het ministerieel besluit van 13 maart 2020 houdende de afkondiging van de federale fase betreffende de coördinatie en het beheer van de crisis coronavirus Covid-19;

Gelet op de beslissingen van het Overlegcomité, met name die van 22 januari 2021, 10 maart 2021 en 23 april 2021;

Overwegende dat artikel 47/15bis van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid bepaalt dat het aan de Regering is om de categorieën van personen die een vector voor het overbrengen van COVID-19 zouden kunnen zijn, te bepalen en die daarom onmiddellijk in afzondering of quarantaine moeten worden geplaatst en aan een opsporingstest moeten worden onderworpen, volgens de nadere regels bepaald in de aanbevelingen en beslissingen van de federale en interfederale instanties. Zij is ook verantwoordelijk voor het vaststellen van vrijstellingen van deze verplichtingen. De regering oefent deze bevoegdheid uit op basis van de aanbevelingen en beslissingen van de federale en interfederale instanties;

Overwegende dat de regering ter uitvoering van deze bepaling een besluit van de regering van 6 november 2020 heeft aangenomen, dat is vervangen door een nieuw besluit van de regering van 1 april 2021;

Overwegende dat tijdens zijn vergadering van 5 februari 2021, het Overlegcomité heeft besloten dat de deelgebieden uiterlijk op 1 april 2021 de geharmoniseerde lijst van uitzonderingen op de quarantaine- en afnameverplichtingen in hun regelgeving moeten omzetten, die is opgesteld door de interfederale werkgroep die bij beslissing van het Overlegcomité van 22 januari 2021 is belast met de harmonisatie van de federale en gefedereerde regelgeving op dit gebied. Deze geharmoniseerde lijst is goedgekeurd tijdens het Overlegcomité van 10 maart 2021. De Risk Management Group heeft op 4 maart 2021 een gunstig advies over deze lijst uitgebracht;

Overwegende dat, wegens het opduiken en de gevaarlijkheid van de nieuwe Indische variant B.1.617, het Overlegcomité op 23 april 2021 besloten heeft maatregelen te nemen om de invoer van de Indiase variant zoveel mogelijk te bestrijden, met name door India toe te voegen aan de landen waarvoor geen uitzondering geldt op het testen en de quarantaine wanneer een niet-ingezetene van België minder dan 48 uur in België verblijft of wanneer een ingezetene van België minder dan 48 uur in een hoog-risico-land of zone heeft verbleven (momenteel Zuid-Amerika, Zuid-Afrika en het Verenigd Koninkrijk);

Gelet op de dringende noodzakelijkheid ingegeven door de context van de gezondheids crisis en het vitale belang voor de volksgezondheid en om de heropleving van de pandemie in verband met COVID-19 te voorkomen, dat de nodige maatregelen inzake quarantaine en opsporingstest kunnen worden genomen, met name voor personen die terugkeren uit bepaalde zones in het buitenland;

Gelet op het overleg tussen de Regeringen van de deelgebieden en de bevoegde federale overheden binnen de Nationale Veiligheidsraad, het Overlegcomité en de Interministeriële Conferentie Volksgezondheid;

Gelet op artikel 191 van het EU-Verdrag waarin het voorzorgsbeginsel vastgeschreven is in het kader van het beheer van een internationale sanitaire crisis en de actieve voorbereiding op het potentieel voorvallen van deze crisissen; dat dit beginsel inhoudt dat, wanneer er een ernstig risico zich naar alle waarschijnlijkheid kan voordoen, de publieke overheden dringende en voorlopige maatregelen dienen te nemen;

Gelet op de verklaring van WHO in verband met de kenmerken van het coronavirus COVID-19, in het bijzonder de sterke besmettelijkheid en het sterfelijkheidsrisico;

Overwegende dat WHO op 11 maart 2020 het coronavirus COVID-19 als een pandemie gelabeld heeft;

Overwegende dat WHO op 16 maart 2020 zijn dreigingsniveau voor het coronavirus COVID-19, die de wereldeconomie destabiliseert en zich snel over de wereld spreidt, naar de hoogste graad heeft opgetrokken;

Gelet op de verspreiding van het coronavirus COVID-19 op Europees grondgebied en in België;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid en het gezondheidsrisico dat het coronavirus COVID-19 voor de Belgische bevolking inhoudt;

Overwegende dat het, om de verspreiding van het virus te vertragen en te beperken, nodig is onmiddellijk de in overweging genomen maatregelen te bevelen, welke onontbeerlijk blijken op vlak van volksgezondheid;

Overwegende dat Covid-19 nog steeds circuleert op Europees en Belgisch grondgebied;

Overwegende dat het gevaar zich over het grondgebied van het gehele land verspreidt; dat het in het algemeen belang is dat er samenhang gegeven wordt aan de getroffen maatregelen om de openbare orde in stand te houden, zodat de doeltreffendheid ervan hoogst mogelijk is;

Overwegende derhalve dat de rechtstreekse en onrechtstreekse gevolgen van de crisis een beheer en een snelle reactie op gewestelijk niveau vereisen, zoveel mogelijk in overeenstemming met de maatregelen die binnen de verschillende bevoegde deelgebieden zijn genomen, via de maatregelen waartoe in de interfederale overlegorganen is besloten

Overwegende dat, hoewel de gunstige ontwikkelingen het mogelijk hebben gemaakt de algemene beperkingen die aan de bevolking worden opgelegd te beperken, sommige daarvan nog steeds bestaan en dat Covid-19 nog steeds een groot gezondheidsrisico van uitzonderlijke en ongekende aard vormt;

Overwegende dat het voor de volksgezondheid van vitaal belang is de verspreiding van de Indiase variant te beperken door dringend de uitzonderingen te beperken op de quarantaine- en opsporingstestverplichting voor mensen die uit India terugkeren, zoals het geval is in sommige landen waar gevaarlijke en besmettelijke varianten zijn ontdekt ;

Gelet op het belang van duidelijke en geharmoniseerde regels voor geheel België bij terugkeer uit het buitenland ;

Overwegende dat de dringende noodzakelijkheid verantwoord is;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie en Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 2, paragrafen 5 en 6, van het besluit van de Waalse Regering van 1 april 2021 tot uitvoering van artikel 47/15bis van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, worden de woorden “met uitzondering van Zuid-Afrika, Zuid-Amerikaanse landen en het Verenigd Koninkrijk” telkens vervangen door de woorden “met uitzondering van Zuid-Afrika, de Zuid-Amerikaanse landen, het Verenigd Koninkrijk en India”.

Art. 2. In artikel 3, paragraaf 3, 10° en 11°, van hetzelfde besluit, worden de woorden “met uitzondering van Zuid-Afrika, Zuid-Amerikaanse landen en het Verenigd Koninkrijk” telkens vervangen door de woorden “met uitzondering van Zuid-Afrika, de Zuid-Amerikaanse landen, het Verenigd Koninkrijk en India”.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 29 april 2021.

Art. 4. De Minister van Gezondheid en Sociale Actie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 29 april 2021.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

Ch. MORREALE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2021/31303]

29 AVRIL 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon prolongeant, jusqu'au 30 juin 2021, les dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 juin 2020 portant des dispositions diverses en matière de fonction publique dans le contexte de la reprise des activités suite à la pandémie de COVID-19

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, articles 361 et suivants, tels que modifiés ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 avril 2011 relatif au télétravail, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2013, pour ses dispositions encore applicables ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2019 relatif au télétravail ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 septembre 2019 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, tel que modifié ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 septembre 2019 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, article 9 ;